

**DECISION DU MAIRE**  
**N° 2024-33**

DM2024051601

Objet : Contrat ATPS – Aire de jeux

**LE MAIRE DE LA COMMUNE D'AILLY SUR NOYE**

Vu les articles L 2122-22 et 23, L 2131-1 et 2 du code général des collectivités territoriales,  
Vu l'instruction comptable « M57 »,  
Vu la délibération N° 001 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 portant délégation permanentes données au Maire par le conseil,

**CONSIDÉRANT** le projet de mise en place d'une aire de jeux ;

**DECIDE**

**Article 1** : De conclure avec la S.A.R.L « Aménagements et Travaux du Pays Samarien » dont le siège social est situé à Amiens (80000), 3 rue du Pays d'Auge, un contrat pour la fourniture et la pose d'une aire de jeux à Merville aux Bois, ainsi que d'une clôture de sécurité

**Article 2** : Le montant du contrat s'élève à 26 099,00 € HT soit 31 318,80 € TTC pour l'aire de jeux et à 6 103 € HT soit 7 323,60 € TTC pour la clôture de sécurité.

**Article 3** : Il sera rendu compte au Conseil Municipal de la présente décision.

**Article 4** : Madame la Directrice Générale des Services, ainsi que Monsieur le Comptable Public, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 5** : La présente décision :

- sera transmise à M. le Sous-Préfet de Montdidier au titre du contrôle de légalité,
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Ailly-sur-Noye dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art 411-7 CRPA)
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Amiens par courrier, ou sur le site Télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait à Ailly-sur-Noye, le 16 mai 2024

Le Maire  
**Pierre DURAND**

